À Monsieur le Directeur Général de l'AEFE,
S/c de M. le Conseiller de coopération et d'action culturelle à l'Ambassade de France en Argentine
S/c de Mme la Proviseure du Lycée franco-argentin Jean Mermoz de Buenos Aires

Motion de grève 5 novembre 2026
SNES-FSU Buenos Aires

La mobilisation s'étend aujourd'hui et la colère sociale est immense face aux choix budgétaires des gouvernements successifs. Les revendications lycéennes, soutenues à l'étranger dans plusieurs établissements du réseau AEFE, y compris par les personnels, rejoignent en grande partie celles que nous portons au SNES-FSU depuis des années (moyens pour l'Éducation et les services publics, salaires pour redonner de l'attractivité à nos métiers, abandon des multiples réformes qui ont dégradé les conditions d'enseignement et d'apprentissage).

À l'AEFE aussi, la colère sociale est immense. Une ligne rouge a été franchie par l'Agence au CSA du 8 octobre, jamais jusqu'ici il n'avait été question pour l'opérateur public de supprimer des postes occupés par des personnels à l'occasion de leur renouvellement de contrat et détachement, dès lors que les postes ne sont pas vacants.
Étant donné les choix budgétaires du gouvernement, la « réforme » qui sera annoncée prochainement par l'AEFE, va sans doute encore plus mettre à mal les conditions d'exercice et la situation de tous les personnels. Nous continuons à demander la fin du bornage, qui n'a atteint aucun de ses objectifs, qui fragilise la continuité pédagogique et institutionnelle des établissements du réseau, qui affaiblit l'AEFE dans sa capacité à remplir ses missions stratégiques et qui compromet la stabilité d'un réseau d'éducation reconnu mondialement pour sa qualité.

Nous souhaitons également faire part de notre émoi suite aux proportions prises par l'affaire de notre collègue de philosophie du Lycée international français Molière de Rio de Janeiro, M. Julien Pallotta. La mesure de FMA (fin de mission anticipée) à son encontre, justifiée par un dossier très à charge, nous inquiète profondément. De plus en plus souvent, en effet, au moindre incident, certaines familles intimident les enseignants en menaçant de judiciariser et de médiatiser leurs différends. Travailler sous cette menace permanente est intolérable. Nous avons besoin de pouvoir faire confiance à notre direction et à notre hiérarchie.

Soyez assuré, M. le Directeur Général, de notre attachement à un service de qualité dans les établissements du réseau, conformément à la mission assignée à l'opérateur public AEFE.